

Bulletin de clarifications : Questions et réponses relatives au Dossier d'Appel d'offres

« Travaux de réalisation d'un pont, d'un ouvrage hydraulique et de la voie de secours de l'extension de la zone industrielle de Bouznika »

Réf. : **DAO/CB/MCA-M/LI-26/Compact**

Date de publication : **10 Juillet 2019**

Dernier délai de dépôt des offres : **12 septembre 2019 à 15h00 (suivant l'Addendum n°1 au DAO)**

N°	Questions	Réponses
1	Est-ce que les études d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur (Prix A-2)	Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise.
2	Est-ce que les entreprises ont le droit de présenter des variantes métalliques pour le tablier du pont qui seront optimisées dans le cout et dans le temps de réalisation des travaux ;	Les entreprises n'ont pas le droit du fait que les variantes ne sont pas autorisées (voir IS 14.1)
3	Vu que la date limite de remise des offres est en période des congés des entreprises, voir tous nos fournisseurs et collaborateurs sont en arrêt à cause de cette période, merci de reporter la date de remise des offres au mois à Septembre 2019.	Un report de date de soumission est prévu, tel que présenté dans l'Addendum n°1 au Dossier d'appel d'offres, publié sur le site de l'Agence MCA-Morocco.
4	Dans le cadre de l'appel d'Offre cité en objet nous vous prions de bien vouloir nous éclaircir les points suivants : 1- Article A .1.1 Nature des travaux à effectuer : l'article fait référence à l'aménagement de l'entrée de Rabat et desserte de la nouvelle gare routière	1- Cette discordance est rectifiée dans la nouvelle version du DCE.

N°	Questions	Réponses
	<p>2- Article A.1.2 Consistance des travaux : Il s'agit de la réalisation de trois ouvrages d'art et de la construction de chaussée neuve et de renforcement de l'existante</p> <p>3- Article A.1.2.2 - Consistance des différents lots : Nous confirmer la consistance des lots</p> <p>4- Article A.3.2.2.1 - Durée de construction des ouvrages d'art La durée de construction des ouvrages d'art est estimée à 18 mois : S'agit-il d'un délai global, et comprend-t-il une période de préparation ?</p> <p>5- Le dossier des pièces écrites ne contient pas le CCAFP</p> <p>6- Préciser le type de Plan d'assurance qualité demandé</p> <p>7- L'entreprise peut-elle proposer une solution technique autre que l'injection des cavités (Remplacer par du gros béton sous semelle)</p>	<p>2- Il s'agit de la chaussée au niveau des voies de raccordement.</p> <p>3- La consistance des différents lots (A, B, C, D et lot E) est décrite dans l'article A.1.2.2.</p> <p>4- Il s'agit du délai global y compris la période de préparation.</p> <p>5- Le CCAFP ne fait pas partie des pièces écrites du DCE. Les clauses Administratives et financières sont celles décrites au niveau du DAO.</p> <p>6- Il s'agit du plan qualité niveau 3</p> <p>7- L'injection des cavités est destinée à la consolidation des terres et non pas comme assise des fondations.</p>
5	<p>Veuillez bien vouloir nous préciser si la garantie sera établi au nom de MCA-Morocco ou MCC ?</p>	<p>La garantie de soumission devra être établie au nom de l'Agence MCA-Morocco.</p>
6	<p>Les définitions de prix font référence aux différents articles du CCAFP, ce qui ne nous permet de les chiffrer qu'à la réception de celui-ci et étant donnée la période des fêtes, il nous sera difficile de procéder aux consultations d'usage, aussi nous vous prions de bien vouloir étudier l'éventualité de reporter la remise des offres a une date ultérieure.</p>	<p>Le CCAFP ne fait pas partie des pièces écrites du DCE, les clauses Administratives et financières sont celles décrites au niveau du DAO (CGC : Conditions Générales du Contrat et CPC : Conditions Particulières du Contrat).</p> <p>Concernant le report de la date, voir réponse n°3 du présent bulletin de clarifications.</p>

N°	Questions	Réponses
7	Concernant les injections pour le traitement des cavités, le DAO indique qu'il sera payé au forfait. Par expérience, nous suggérons que cet article soit payé à l'unité. En effet, l'expérience nous a appris qu'il est difficile de prévoir le nombre de cavités à traiter, ce qui ne nous permet pas de chiffrer (au forfait) de façon optimale. Nous suggérons de ce fait de remplacer par un gros béton, sous-semelle. Cela serait-il envisageable ?	Le traitement des cavités sera payé au mètre cube (cf. nouvelle version du DAO). L'injection des cavités est destinée à la consolidation des terres et non pas comme assise des fondations.
8	Concernant le PGES-PSS : est-ce que l'entreprise doit présenter sa vision dans la méthodologie ou juste parapher les documents environnementaux inclus dans le DAO pour marquer son accord sur les clauses environnementales et sociales ?	<p>Oui l'entreprise doit présenter sa vision en matière environnementale et sociale sous forme de note méthodologique en se basant sur les directives du PGES, PSST et les clauses environnementales qui font partie du présent dossier d'appel d'offres (Voir exigence attendue dans le formulaire offre technique figurant à la section IV du DAO).</p> <p>La note méthodologique doit décrire de manière générale comment le soumissionnaire compte répondre aux exigences du PGES/PSST/clauses ES selon la nature des travaux qu'il va réaliser (volet environnemental/volet santé sécurité/volet social)</p>
9	Concernant la caution de soumission, il semble que l'entreprise doit la fournir 28 jours avant la date de soumission. Si c'est le cas, nous sommes déjà hors délai. Pouvez-vous clarifier ?	S'agissant de la caution de soumission, l'entreprise doit la fournir dans son offre au moment de la soumission. Celle-ci doit être valide 28 jours après la date de la validité de l'offre, qui est de 120 jours à partir de la date de soumission. Utiliser le formulaire « Modèle de garantie d'offre » figurant à la section IV du DAO.
10	Pouvez-vous nous expliquer le mécanisme de la retenue de garantie et celui de la garantie de bonne exécution ?	<p>Le point relatif à la retenue de garantie est précisé à la clause CGC 50 du DAO et se présente comme suit :</p> <p>50.1. Le pourcentage de la retenue au titre de chaque paiement est : 10%.</p>

N°	Questions	Réponses
		<p>50.2. À l'achèvement de la totalité des Travaux, la moitié du montant total des retenues (soit 5% du montant total des travaux) sera remboursée à l'Entrepreneur. L'autre moitié retenue à titre de retenue de garantie (soit 5% du montant total des travaux) sera remboursée, à la fin de la Période de Garantie et après que le Maître d'ouvrage aura certifié que tous les vices notifiés à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage ont été rectifiés avant la fin de cette période.</p> <p>50.3. L'Entrepreneur peut remplacer cette retenue de garantie par une garantie bancaire « à vue » selon le modèle établi et émise par une banque acceptable par le Maître d'ouvrage.</p> <p>Pour la garantie de bonne exécution, et suivant les clauses IS 42.1 des Données particulières et CGC 54 des Conditions Particulières du Contrat annoncés dans le dossier d'appel d'offres, elle devra être de 5% du montant du contrat sous forme de garantie bancaire à première demande. Celle-ci sera valide jusqu'à 28 jours après la date d'émission du Certificat d'Achèvement des travaux (réception définitive)</p>
11	Il est indiqué dans le DAO qu'une possibilité d'avance allant jusqu'à 15% du montant du contrat, est proposée. Est-ce que cette avance est attribuée de façon automatique à l'entreprise ou sera à la demande ?	L'octroi de l'avance se fera via une demande écrite de la part de l'entreprise, moyennant le dépôt d'une garantie bancaire de remboursement d'avance sous la forme indiquée dans le DAO. L'avance sera ensuite restituée suivant la clause CGC 53.3 des Conditions particulières du contrat.
12	Pouvez-vous nous expliquer vos exigences concernant le Plan Assurance Qualité (PAQ) ? Et quels sont les documents justificatifs de qualification requis ? Concernant la lettre de soumission, pouvez-vous nous préciser quels renseignements nous devons inclure au niveau des termes suivants : n° additif, témoin ?	<p>La démarche à suivre pour l'élaboration du PAQ est indiquée dans le DAO. Il s'agit d'un PAQ de niveau 3.</p> <p>Pour les documents justificatifs de qualification, MCA-Morocco invite les entreprises à lire attentivement le DAO au niveau de la Section III-Examen des offres, critères d'évaluation et de qualification. Les formulaires de soumission y sont indiqués.</p>

N°	Questions	Réponses
		<p>S'agissant de la lettre de soumission, l'entreprise doit signer et cacheter cette lettre. Le signataire de la lettre doit être le signataire autorisé. Si durant la phase de soumission, des addendas ont été émis par MCA-Morocco, il faudra indiquer le numéro de ces addendas au niveau de la lettre de soumission (additif n°). Si au moment de la signature de l'offre, l'entreprise fait appel à un témoin, celle-ci doit y mentionner son nom dans la lettre de soumission.</p> <p>Enfin, nous voulons apporter une précision concernant la partie de la lettre de soumission qui mentionne « les Commissions et primes ». Cette partie doit être renseignée par l'entreprise si celle-ci a fait appel à un ou des intermédiaires pour la préparation de leur offre et indiquer leur(s) nom(s) ainsi que les frais payés à cet effet. Dans le cas où l'entreprise n'a pas fait appel à un ou des intermédiaires, l'entreprise devra mentionner « Néant » dans cette partie.</p>
13	Nous tenons à vous dire que dans le bordereau des prix, l'Article D7.3 Traitement des cavités n'existe pas. Il s'agit plutôt de l'article D6.3.	Effectivement, il s'agit de l'article D6.3.